



Rapport de consultation publique

Élaboration du plan d'action 2016-2018 de la politique de développement social

Octobre 2015



TABLE DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE	1
ANALYSE DU RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION PUBLIQUE	2
Méthodologie	2
Caractéristiques des participants	2
1. LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ACTUELLE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL	4
1.1. Gatineau, une Ville proactive en développement social	4
1.2. Des défis persistants ou émergents	6
2. LES PRIORITÉS D'INTERVENTIONS	9
2.1. L'identification des priorités selon l'analyse des questionnaires individuels	9
2.2. L'identification des priorités selon les activités de consultation publique	10
2.3. L'identification des priorités selon les élus par caucus de secteurs	11
3. LA PRISE EN COMPTE DE DIVERSES INITIATIVES	12
CONCLUSION	13

MISE EN CONTEXTE

La Ville de Gatineau s'est dotée d'une politique de développement social en décembre 2010. De cette politique découle un plan d'action 2011-2014. Arrivé à échéance, le Service des loisirs, des sports et du développement des communautés désire maintenant élaborer le plan d'action 2016-2018 de la politique de développement social. La politique de développement social ainsi que les orientations du plan d'action 2011-2014 demeurent d'actualité.

La démarche d'élaboration du plan d'action 2016-2018 s'appuyait sur trois perspectives :

- 1) Le bilan triennal 2013-2015 de la politique de développement social
- 2) L'observation des enjeux spécifiques de Gatineau vus à travers les grandes tendances du développement selon les données du Portrait des communautés
- 3) Un processus consultatif auprès des citoyens, des organismes du milieu et des élus municipaux.

Selon la troisième perspective, la Ville souhaitait entendre les citoyens et les organismes du milieu en fonction des orientations de la politique de développement social : les quartiers, le logement, le transport, la santé et le bien-être, l'éducation, le soutien à l'action communautaire, de même que la recherche et le développement comme moyen d'analyse des enjeux propres à Gatineau. Les activités de participation publique ont ainsi permis de recueillir l'opinion des participants sous les angles suivant :

- les effets de la politique de développement social depuis son adoption,
- les changements favorables observés,
- les changements défavorables (enjeux) observés,
- les priorités d'action quant aux rôles de la Ville en matière de développement social.

En fonction de :

- leur quartier,
- leur secteur (Aylmer, Buckingham, Gatineau, Hull, Masson-Angers),
- la ville dans son ensemble.

Ce rapport de consultation publique présente une analyse des résultats aux différentes activités de consultation publique quant aux effets de la politique de développement social depuis son adoption, les changements favorables observés, les changements défavorables (enjeux) observés et les priorités d'action quant aux rôles de la Ville en matière de développement social.

ANALYSE DU RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION PUBLIQUE

Méthodologie

Les informations proviennent des sources suivantes, soit : les questionnaires remplis individuellement sur le Web et ceux déposés dans des boîtes de cueillette dans les différents centres de services de la Ville, les questionnaires remplis individuellement par des participants aux activités de consultation publique, les notes colligées par les animateurs ou secrétaires des tables de travail lors des activités de consultation publique et faisant état du résultat du processus délibératif quant aux priorités, les textes de réflexion déposés, les diverses initiatives (événement et organismes), les notes prises lors des rencontres des élus municipaux par caucus de secteurs et finalement, les questionnaires remplis par des employés.

Le matériel a été regroupé en familles ou thèmes établis selon leur similarité ou liens. La fréquence des informations relevant d'une famille ou thème a été calculée pour être en mesure d'identifier les éléments apparaissant prioritaires. Ces priorités ont été identifiées selon les différents types d'activités de consultation.

L'accent a été mis sur les priorités en matière d'orientations. L'identification des constats favorables et défavorables constituait un exercice pédagogique permettant, par la suite, de mieux identifier les priorités. Néanmoins, les constats provenant des questionnaires individuels ont été notés et permettent une lecture intéressante d'une forme de diagnostic établi par les citoyens, pris individuellement ou comme membre d'un organisme.

Caractéristiques des participants

Les différentes activités de consultations publiques ont permis une participation diversifiée des citoyens et des citoyennes dans tous les secteurs de la ville. Notons que 381 personnes ont participé à l'une ou l'autre des activités et que le taux de satisfaction de ces participants était dans l'ensemble supérieur à 90 %. Les activités des consultations publiques se sont déroulées du 24 avril au 25 mai 2015.

Mode de participation	Nombre de participants
Activités de participation publique (4 activités)	117
• 5 mai 2015 – Secteur Aylmer (26 participants)	
• 6 mai 2015 – Secteur Hull (45 participants)	
• 19 mai 2015 – Secteur Gatineau (36 participants)	
• 20 mai 2015 – Secteur Buckingham et Masson-Angers (10 participants)	
Questionnaires complétés via le Web ou par écrit (1er avril au 25 mai 2015)	35
Rencontres d'élus municipaux et des quatre directeurs territoriaux (4 rencontres)	16
• 24 avril 2015 – Caucus du secteur Buckingham et Masson-Angers	
• 27 avril 2015 – Caucus du secteur Gatineau	
• 29 avril 2015 – Caucus du secteur Aylmer	
• 1 ^{er} mai 2015 – Caucus du secteur Hull	
Centre de pédiatrie sociale de Gatineau	13

Mode de participation	Nombre de participants
Locataires de l'Office municipal d'habitation de Gatineau	45
Maison de l'Amitié	40
Association de l'Ouïe de l'Outaouais (22 mai 2015)	18
Sommet Jeunesse Gatineau 2015 (adolescents)	97
Total	381

- Note :**
- Deux documents, en guise de mémoire, ont également été déposés par l'Association des résidents de l'Île-de-Hull et la Table jeunesse de Gatineau.
 - Apport de 42 employés du Service des loisirs, des sports et du développement des communautés (non comptabilisé dans le tableau ci-dessus).

Un total de 121 participants a répondu aux questions concernant leurs caractéristiques. Un certain nombre de personnes se sont identifiées comme étant à la fois citoyens et membres d'un organisme.

Provenance des questionnaires	BMA	Gatineau	Hull	Aylmer	Total
Web et courrier	8	9	23	8	48
Activités de consultation publique	6	30	22	15	73
Total	14	39	45	23	121

Sexe des répondants	
Femmes	54,5 %
Hommes	45,5 %

Répondant à titre de	
Citoyens	44,4 %
Membres d'un organisme (double statut)	55,6 %

Âge des répondants			
0-17 ans	14,7 %	36-50 ans	32,4 %
18-25 ans	7,8 %	51-65 ans	24,5 %
26-35 ans	13,7 %	65 ans +	6,9 %

1. LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ACTUELLE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Dans le cadre des consultations publiques, que ce soit par les questionnaires individuels ou par les activités de participation publique, les citoyens et citoyennes étaient conviés à indiquer quelles devraient être les priorités du prochain plan d'action de la politique en développement social. Une démarche pédagogique préalable visait d'abord à identifier, en matière de développement social, les changements observables favorables et défavorables, à l'échelle du quartier, du secteur et de la ville afin de faciliter cet exercice. Ces observations pouvaient découler de la Politique de développement social ou non. Elles visaient à permettre une lecture critique, une forme de diagnostic, de la situation sur le territoire de Gatineau avant de voir sur quels éléments devrait s'appuyer le prochain plan d'action.

Bien que les consultations publiques ne visaient pas à revoir les grandes orientations de la Politique actuelle, qui étaient rappelées aux participants, mais plutôt à identifier les priorités en matière d'action pour les prochaines années, les citoyens et citoyennes étaient invités à formuler leurs observations et préoccupations en se référant à leur propre expérience.

En ce sens, les observations favorables, défavorables et les priorités découlant des consultations publiques ont pu être regroupées en sept grandes familles. Ce sont la vie de quartier, le soutien à la vie communautaire, le logement, l'équité entre les secteurs et la dévitalisation, le transport sous toutes ses formes incluant la sécurité dans les déplacements, la sécurité alimentaire et la pauvreté, la sécurité publique. L'ensemble des préoccupations des citoyens et des organismes s'y retrouvent.

Les préoccupations liées à la vie de quartier tiennent toujours le haut du pavé, que ce soit pour les situations favorables ou défavorables et pour les priorités également.

1.1. Gatineau, une Ville proactive en développement social

Sur l'ensemble des situations favorables observées (142 mentions), plus de la moitié réfèrent aux questions liées à la **vie de quartier**

Nombre de mentions	142
Vie de quartier	77
Soutien à la vie communautaire	28
Transport et sécurité	17
Sécurité alimentaire et pauvreté	8
Logement	7
Sécurité publique	5
Équité entre les secteurs et dévitalisation	0

Ainsi, les citoyens et organismes nous disent constater une hausse des activités de quartiers (fêtes populaires, activités de loisirs, sports, culture) et de la diversité de celles-ci, incluant des initiatives de citoyens. La participation des citoyens aux activités de quartier serait également en hausse. On note des démarches de concertation locale en partenariat, initiées par des organismes du milieu et également parfois des activités de consultation des citoyens sur des projets spécifiques. Une plus grande vitalité de la vie de quartier est observable et appréciée selon les citoyens et organismes.

La présence des maisons de quartier ou centres communautaires est vue comme une condition facilitante nécessaire pour soutenir le dynamisme des communautés.

Sur le plan de la diversité des activités, les efforts visant à offrir des activités pour tous les groupes d'âge et les clientèles, notamment les adolescents, reçoivent un accueil favorable. Les terrains de basket-ball et de soccer, les parcours santé, les camps de jour pour personnes handicapées sont mentionnés.

L'aménagement des lieux publics, l'entretien et la propreté constituent une valeur importante pour juger de la qualité de son voisinage et du plaisir d'y vivre.

Le soutien à la vie communautaire ainsi que le transport sont les objets du plus grand nombre de mentions favorables.

En matière de **soutien à la vie communautaire**, l'accompagnement des organismes par la Ville est fortement apprécié, que ce soit sur le plan des ressources professionnelles, techniques ou financières. Les organismes indiquent une présence plus active et plus complice de la Ville, pourrait-on dire. Le rôle des agents de développement des communautés (ADC), s'ajoutant à celui des intervenants des centres de services, est vu comme une forte valeur ajoutée de la Politique de développement social et un outil stratégique au service des citoyens et des communautés. Le soutien actif aux organismes et associations ainsi que la création même de nouvelles structures permettant la mobilisation citoyenne sont vus comme le résultat le plus pertinent du rôle des ADC.

Le cadre de soutien à l'action communautaire, en général reçue positivement, et la contribution du PAGSIS (Plan gouvernemental québécois de lutte à la pauvreté, géré par la Ville) ont été des éléments pertinents dans le soutien aux organismes.

En **transport**, le développement du transport actif (sentiers pédestres et réseau cyclable) est reconnu. La mise en place du Rapibus est appréciée pour son efficacité selon la nature des déplacements. Quelques progrès ont été soulignés dans le contrôle de la vitesse automobile.

Sur les autres sujets, la livraison de nouveaux logements sociaux et la rénovation d'unités actuelles sont saluées comme étant fort positives. L'accessibilité accrue aux jardins communautaires est vue comme permettant une meilleure inclusion sociale tout en contribuant à la sécurité alimentaire. Sur ce dernier plan, la venue du marché mobile est une initiative fort bien reçue. Enfin, on a mentionné un meilleur sentiment de sécurité dans des lieux publics, plus spécifiquement dans certaines communautés, comme le quartier Jean-Dallaire.

Bref, les citoyens et citoyennes de Gatineau sont fortement sensibles à ce qui touche leur environnement immédiat et influence leur qualité de vie au quotidien. Ils identifient clairement et apprécient les interventions favorables en ce sens.

1.2. Des défis persistants ou émergents

Un peu plus de deux cents mentions (203) ont été notées comme étant des observations défavorables au regard du développement social sur le territoire de Gatineau.

Nombre de mentions	203
Vie de quartier	67
Transport et sécurité	66
Sécurité alimentaire et pauvreté	23
Logement	14
Équité entre les secteurs et dévitalisation	13
Soutien à la vie communautaire	12
Sécurité publique	8

Le tiers des mentions concerne la vie de quartier et un autre tiers le transport. La sécurité alimentaire et la pauvreté viennent en troisième place, suivie par l'accès au logement, l'équité entre les secteurs et la dévitalisation ainsi que le soutien à la vie communautaire à peu près à égalité. La sécurité publique est en fin de liste.

En matière de **vie de quartier**, même si les citoyens ont mentionné avoir apprécié l'accessibilité et la diversité des activités de loisirs, sports et culture, ils sont plus nombreux à souhaiter que la Ville en fasse davantage. Cette accessibilité et cette diversité ne sont pas réparties également à travers le territoire et des parcs de quartier ne présentent pas la gamme nécessaire d'équipements souhaités. Les adolescents et les jeunes en particulier ne trouvent pas d'équipements dans leur quartier et d'activités à leur mesure.

Au même titre, l'absence de lieux de rencontres, tels les centres communautaires, se fait sentir fortement dans certains territoires et constitue un frein majeur au développement d'activités, non seulement par la Ville, mais par les citoyens eux-mêmes qui manquent d'outils de mobilisation. À cet égard, si les nouveaux secteurs en développement semblent davantage concernés, c'est l'entretien, la rénovation ou la mise à niveaux de certaines infrastructures qui fait défaut dans des quartiers bien établis.

Un signal sensible est adressé à la Ville concernant l'entretien des lieux publics. La négligence et la malpropreté s'affichent assez clairement dans certains secteurs, au niveau des aires de circulation, des parcs et centres communautaires.

La Ville est également interpellée quant à sa vision de l'urbanisme. L'aménagement semble toujours bénéficier à l'automobile au détriment du transport collectif, le développement continu des centres d'achats (ou Smart centers) pose un réel défi aux anciennes rues commerciales et les boisés ne seraient pas suffisamment protégés, et mis en valeur. Cette préoccupation est plus fortement portée par le secteur d'Aylmer et ceux de Buckingham et de Masson-Angers. La densification demande une perspective nouvelle dans l'aménagement des espaces publics. Les services de proximité doivent trouver des avantages à se maintenir dans les rues commerciales. Les participants aux consultations publiques affirment leur goût de vivre dans des environnements à échelle humaine où l'on peut accéder à pied aux services de proximité.

Des exemples pertinents ont été apportés quant à la possibilité pour des citoyens ou des organismes de prendre des initiatives dans leur quartier, dans des espaces publics (boite à livres, coffre à jouets dans les parcs, etc.). Ces initiatives se butent parfois à des contraintes administratives qui apparaissent contraires à l'appel de la Ville pour de la mobilisation et de l'implication. Le goût de l'implication des citoyens et de l'initiative créatrice naît et se développe qu'à partir du sentiment et de l'expérience concrète du pouvoir d'agir. Il serait pertinent d'envisager, à l'échelle des quartiers, un mécanisme permettant d'accompagner et d'autoriser des initiatives citoyennes avec souplesse et célérité.

En matière de **transport**, l'arrivée du Rapibus a eu un impact considérable et positif à certains égards. En contrepartie, la desserte interne de certains quartiers et l'accès aux services de proximité ont fait l'objet de nombreuses critiques. Un sentiment largement partagé lors des consultations publiques indiquait que le réseau de la Société de transport de l'Outaouais (STO) ne vise qu'une clientèle prioritaire, soit les fonctionnaires travaillant au centre-ville et à Ottawa aux heures de pointe.

Le modèle actuel de service n'offre pas de diversité et de souplesse (petits véhicules, taxibus, transport communautaire...) pour répondre aux besoins hors pointe, faciliter l'accès aux services et même se déplacer aisément entre les secteurs.

La sécurité dans les transports actifs mérite une attention particulière. La traversée des grandes artères est souvent non sécuritaire. Les temps des traverses sont souvent trop courts, surtout pour les personnes à mobilité réduite, ou la durée d'attente est trop longue. En outre, des comparaisons faites entre diverses traversées montrent que ces dernières ne semblent répondre à aucune logique en fonction des particularités des lieux. L'emplacement des arrêts d'autobus, la disponibilité des trottoirs et leur entretien en période hivernale ainsi que la vitesse automobile constituent des obstacles majeurs au transport actif. Enfin, le réseau piétonnier et cyclable n'est pas encore totalement relié et intégré afin d'offrir une véritable alternative au transport plus qu'un accès récréatif.

La **pauvreté** a été abordée sous l'angle des besoins de base des familles, plus particulièrement sous l'angle de la sécurité alimentaire. La difficulté d'accès à une alimentation saine dans son environnement est exprimée ici, mais c'est d'abord le coût de plus en plus élevé de l'alimentation et des produits sains qui est mentionné. **L'accès au logement** de qualité rejoint également les préoccupations liées à la pauvreté. Le coût du logement reste élevé à Gatineau et, malgré les efforts déployés par la Ville, les réalités socioéconomiques et la pression sur le marché locatif de Gatineau ajoutent au fardeau des locataires.

Au-delà de la pauvreté, la question du logement a été abordée particulièrement sous l'angle de la **salubrité**. Les activités de consultation publique ont été l'occasion d'exprimer un sentiment, selon lequel la situation ne s'améliorait pas et que la Ville n'agissait ou ne pouvait agir au niveau requis pour obliger les propriétaires à maintenir le parc locatif en bon état. La détérioration du logement affecte à la fois la santé mentale et la santé physique des résidents.

Les participants aux consultations publiques ont questionné la vision urbanistique de la Ville dans le cadre de la vie de quartier. Ils ont aussi abordé cette question sous l'angle de **l'équité** de traitement dans le développement des secteurs. Un certain sentiment d'iniquité a été formulé, surtout dans les secteurs d'Aylmer, de Buckingham et de Masson-Angers, soulignant que les investissements publics ne seraient pas à la hauteur requise. La perte des services de proximité et un certain niveau de dévitalisation ne serait pas prise en compte par la Ville dans ces secteurs. Cette situation contribuerait également à un plus faible sentiment d'appartenance des citoyens de ces secteurs à la nouvelle ville. À l'inverse, sur l'Île-de-Hull, on s'inquiète de l'embourgeoisement et de ses impacts sur les résidents actuels.

Si les participants et organismes ont souligné comme très favorable le **soutien communautaire** apporté par la Ville, un certain nombre de voix ont indiqué que ce soutien n'est pas au niveau requis ou que des besoins ne sont pas pris en compte. La lecture des commentaires montre toutefois que certains propos réfèrent à des coupes de subvention qui découlent des décisions du gouvernement québécois et non de la Ville.

Enfin, signal plus faible, mais présent, sur le plan de **sécurité publique**, les relations avec les forces policières sont questionnées, surtout dans les secteurs de Hull et de Gatineau, notamment avec les jeunes et les itinérants.

2. LES PRIORITÉS D'INTERVENTIONS

Les interventions qui devraient apparaître prioritairement au Plan d'action 2016-2018 étaient l'objet fondamental de la consultation publique. Elles sont présentées selon les divers modes de consultation et selon les grandes familles regroupant les informations recueillies. Les informations plus fines à l'intérieur de ces grandes familles permettront de formuler des actions spécifiques dans la proposition du Plan d'action. Ces informations sont prises en compte lorsqu'elles représentent au minimum dix mentions.

2.1. L'identification des priorités selon l'analyse des questionnaires individuels

Nombre de mentions	298
Vie de quartier	104
Transport et sécurité	98
Soutien à la vie communautaire	36
Logement	30
Sécurité alimentaire et pauvreté	21
Équité entre les secteurs et dévitalisation	9

Les questions reliées à la **vie de quartier** regroupent plus du tiers des mentions prioritaires. Elles se distinguent en cinq champs, soit :

- L'animation de quartier, la mobilisation des citoyens, l'initiative citoyenne, l'inclusion sociale;
- L'accessibilité, la diversité et les infrastructures et les équipements aux fins des activités en loisirs, sports et culture;
- L'aménagement des quartiers incluant les services de proximité, la protection des boisés, l'entretien et la propreté, la sécurité;
- La disponibilité des infrastructures de rencontres : centres communautaires, maisons de quartiers, espaces publics de rencontres, parcs.

Le **transport** se divise en trois champs :

- La diversification et la hausse du niveau de services hors pointe et à l'intérieur des secteurs;
- L'intégration et la hausse des réseaux de transport actif;
- La sécurité dans les rues et les traverses routières; la disponibilité et l'entretien des trottoirs.

Le soutien à la vie communautaire se traduit par :

- Le soutien technique, financier et professionnel aux organismes du milieu;
- L'accompagnement des organismes et spécifiquement le rôle des ADC.

L'accessibilité au **logement** se concentre autour de deux dimensions :

- Le développement continu de logements accessibles;
- La salubrité.

La lutte à la **pauvreté** s'appuie sur la sécurité alimentaire. L'**équité** dans le développement entre les secteurs sous-tend également le développement de l'appartenance à la nouvelle ville. Cette question est prise en compte malgré le nombre de mentions, car elle provient essentiellement de deux secteurs de la ville.

Un examen plus détaillé des résultats des questionnaires remplis individuellement, par secteur, montre que les priorités sont les mêmes et sensiblement dans les mêmes proportions dans les secteurs de Gatineau et de Hull. Dans ces secteurs, la question de la sécurité alimentaire et de la pauvreté occupe toutefois une place non négligeable sans se situer dans les trois premières priorités.

Dans le secteur d'Aylmer, les préoccupations pour la vie de quartier sont fortement significatives et représentent les deux tiers des mentions, les autres priorités viennent très loin pour un nombre de mentions égales en ce qui a trait à la vie communautaire, au transport, à la sécurité alimentaire et à la sécurité publique.

Dans le secteur de Hull, les préoccupations pour la vie de quartier représentent la moitié des mentions, suivies de très près par le transport et plus spécifiquement par les dessertes internes et la sécurité en transport actif.

2.2. L'identification des priorités selon les activités de consultation publique

Lors des activités de consultation publique, les participants devaient identifier trois priorités parmi celles qu'ils avaient identifiées par un processus de délibération en petits groupes de travail. Le résultat observé dans le tableau ci-joint suit la même tendance que celle observée dans la compilation des questionnaires individuels. Plus ou moins le tiers des mentions prioritaires réfère à la vie de quartier. Le transport et la sécurité dans le transport viennent en deuxième avec force, suivent le logement et le soutien à la vie communautaire.

Nombre de mentions	78
Vie de quartier	26
Transport et sécurité	22
Logement	13
Soutien à la vie communautaire	12
Sécurité alimentaire et pauvreté	3
Équité entre les secteurs et dévitalisation	2

L'examen plus détaillé par secteur montre que les priorités issues des délibérations suivent la même tendance, même si les proportions varient sensiblement, dans les secteurs d'Aylmer et de Gatineau. Dans les secteurs de Buckingham et de Masson-Angers, la situation est complètement différente et corroborée par les résultats des questionnaires remplis individuellement après la rencontre. La vie de quartier arrive au dernier rang; c'est la question du transport qui arrive en tête suivie par le logement et la question de l'équité entre les secteurs. Cette dernière préoccupation est fortement associée à ce secteur comme à celui d'Aylmer.

Dans le secteur de Hull, le transport arrive en tête également, suivi au même niveau par le logement et le soutien à la vie communautaire et finalement la vie de quartier. Le logement y a été particulièrement abordé sous l'angle de la salubrité. L'examen des contenus des échanges montre que des questions

spécifiques ont fait l'objet des échanges dans les secteurs de Hull et de Gatineau dans une moindre part et peu abordé ailleurs : l'intégration des immigrants et des autochtones ainsi qu'une action proactive de la Ville pour une meilleure intervention de l'État dans les questions sociales. Une préoccupation significative pour le stationnement des résidents distingue le secteur de Hull.

2.3. L'identification des priorités selon les élus par caucus de secteurs

Les élus municipaux ont été rencontrés par caucus de secteurs dans le cadre d'échanges moins formels que les consultations publiques, mais se terminant néanmoins par l'identification de trois priorités par secteur.

Dans les secteurs de Buckingham et de Masson-Angers, les élus identifient les trois mêmes priorités que leurs concitoyens soit le transport, le logement, et l'équité entre les secteurs auxquels ils en ont ajouté une quatrième : l'accessibilité aux activités de loisirs et de sports.

Dans le secteur de Gatineau, les priorités sont également les mêmes : vie de quartier, transport et logement.

Dans le secteur de Hull, les élus mettent l'accent sur le transport, le logement et la vie de quartier rejoignant les mêmes préoccupations sauf pour le soutien à la vie communautaire qui est au deuxième rang des préoccupations des participants aux consultations.

Dans le secteur d'Aylmer, comme pour les participants aux consultations publiques, les élus retiennent la vie de quartier au premier rang et le transport. Ils placent toutefois la lutte à la pauvreté au troisième rang des priorités. À Aylmer, la vie de quartier se définit fortement comme l'inclusion sociale et l'appartenance, dans le contexte d'une communauté en fort développement démographique.

Somme toute, à quelques nuances près, les citoyens ayant participé aux consultations publiques et les élus sont sur la même longueur d'onde.

3. LA PRISE EN COMPTE DE DIVERSES INITIATIVES

Diverses initiatives ont également enrichi le processus des consultations et la priorisation des actions :

- Le dépôt de deux textes de réflexion : l'Association des résidents de l'Île-de-Hull et la Table jeunesse de Gatineau;
- La tenue d'un Sommet Jeunesse sous l'égide de la Commission jeunesse;
- La participation du comité des droits des enfants du Centre de pédiatrie sociale de Gatineau;
- La participation de l'Association de l'Ouïe de l'Outaouais;
- La participation des locataires de l'Office municipal d'habitation de Gatineau;
- La participation de la Maison de l'Amitié;
- La participation des employés du Service des loisirs, des sports et du développement des communautés.

Les propositions qui ont découlé de ces initiatives ont été prises en compte dans le processus des consultations publiques.

CONCLUSION

La politique de développement social fait l'objet d'une action constante et de longue durée pour contribuer à la réalisation des actions. Les orientations de la politique de développement social ne sont pas remises en cause dans le cadre de la mise à jour de son plan d'action, mais les actions peuvent commander une mise à jour en fonction de l'évaluation des réalités sur le terrain et des résultats de l'expérience de la mise en œuvre. C'est pourquoi les participants aux activités de consultation publique ont été amenés à se prononcer sur les effets de la politique de développement social depuis son adoption, les changements favorables observés, les changements défavorables (enjeux) observés et les priorités d'action quant aux rôles de la Ville en matière de développement social.

Les participants aux diverses activités de consultation démontrent que Gatineau est une ville proactive en matière de développement social. Sur l'ensemble des commentaires recueillis, plus de la moitié réfèrent à la vie de quartier et mentionnent constater une hausse des activités et de la diversité de celles-ci dans les quartiers. Cette vie de quartier s'accompagne d'un soutien à la vie communautaire où l'accompagnement des organismes par la Ville est fortement apprécié par les participants. D'autres points positifs ont été soulevés par les participants concernant le transport et la sécurité, la sécurité alimentaire, le logement, la sécurité publique et l'équité entre les secteurs et la dévitalisation.

Autant les participants mentionnaient en bien la vie de leur quartier, autant des défis persistent ou émergent dans leur quartier. Les participants désirent que les activités accessibles et diversifiées soient mieux réparties sur le territoire. Les participants soulignent des lacunes au niveau de l'entretien, la rénovation et la mise à niveau de certaines infrastructures et l'absence de lieux de rencontres à certains endroits. Malgré l'impact positif de l'arrivée du Rapibus, la desserte interne de certains quartiers fait l'objet de certaines critiques de la part des participants. Selon les participants, certains défis persistent au niveau de la sécurité alimentaire et de la pauvreté, le logement, l'équité entre les secteurs et la dévitalisation, le soutien à la vie communautaire et la sécurité publique.

En terminant, les participants ont identifié les priorités pour le prochain plan d'action 2016-2018 de la politique de développement social. Les priorités mentionnées par les participants sont sensiblement les mêmes selon la façon dont ils ont été consultés (questionnaires individuels, les activités de consultation publique et les rencontres auprès des élus dans chacun des caucus). Les grandes thématiques abordées par les participants touchent la vie de quartier, le transport et la sécurité, le soutien à la vie communautaire, le logement, la sécurité alimentaire et la pauvreté et l'équité entre les secteurs et la dévitalisation. Ces grandes thématiques identifiées permettront à la Ville de formuler des actions plus spécifiques dans le plan d'action 2016-2018 de la politique de développement social.